Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 30 (1938)
Heft: 3

Artikel: L'ouvrier dans la guerre industrialisée de demain
Autor: [s.n.]
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-384131

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 09.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Parmi les détenteurs de ces grosses fortunes, un certain nombre se bornent à vivre des intérêts de leur capital sans participer à la vie économique. Nous pouvons donc dire que 5000 personnes, possédant une fortune d'un demi-million et davantaage, contrôlent non seulement les 20 milliards de la première catégorie mais encore une partie importante des 14 milliards des deux autres catégories fiscales. Leur fortune personnelle totalise environ 10 milliards; toutefois, leur participation à de nombreux conseils d'administration leur permet, bien qu'ils ne constituent qu'une partie infime de la population active, de contrôler plus de la moitié du capital suisse.

L'ouvrier dans la guerre industrialisée de demain.

Il est évident qu'une nouvelle guerre européenne, si elle devait éclater, différerait à plusieurs points de vue du conflit qui a ensanglanté le continent de 1914 à 1918; les différences seraient particulièrement marquées dans le domaine de l'économie de guerre. Les transformations profondes intervenues dans l'organisation de l'économie au cours des vingt dernières années ne le cèdent en rien à celles qu'a subi la technique militaire.

Il ne sert de rien de regretter d'une manière toute passive ce bouleversement — en d'autres mots la préparation à la guerre économique totale. C'est un fait avec lequel nous devons compter. Nous devons nous rendre compte qu'il répond à une tendance historique que Frédéric Engels avait déjà prévue vers le milieu du XIXe siècle lorsqu'il écrivait que les armements, la structure, l'organisation, la stratégie et la tactique des armées étaient déterminées avant tout par l'état de la production et des communications à une époque donnée et que le génie du chef militaire se manifeste avant tout en s'efforçant d'adapter les méthodes de combat aux armes nouvelles et aux combattants. (Engels pensait avant tout aux innovations de la tactique napoléonienne.)

Si nous considérons l'histoire militaire, nous constatons que l'économie est devenue de plus en plus la base essentielle de la stratégie; ainsi la guerre devient toujours plus terrible au fur et à mesure des progrès de l'économie. C'est pourquoi le prochain conflit sera plus horrible que le précédent. La distance qui sépare notre mode habituel de vivre, notre culture et les notions de communauté qu'elle implique, en un mot la distance qui sépare nos conceptions sociales de l'organisation spécifiquement militaire tend à devenir toujours plus grande. Depuis 1848, nous constatons que toutes les guerres importantes ont été gagnées par les Etats les plus développés économiquement; cette remarque s'applique pleinement à la guerre de Crimée, à la Campagne d'Italie de 1859, à la Guerre

du Schleswig, à celle de 1866 entre la Prusse et l'Autriche, à la Guerre de sécession américaine, à la Guerre de 1870, à la Guerre hispano-américaine, à celle du Transvaal, aux guerres russo-japonaise, italo-turque, des Balkans et finalement à la Grande Guerre. Au cours de ce conflit gigantesque, l'Allemagne a d'abord vaincu la Russie, dont l'économie était rétrograde, pour être ensuite vaincue à son tour par le bloc anglais, américain et français, dont l'outillage économique était supérieur au sien. Récemment encore, en Abyssinie, aujourd'hui en Espagne et en Chine, nous pouvons nous rendre compte de la supériorité décisive de la technique militaire — et partant industrielle (ces deux termes sont aujourd'hui consubstantiels) sur les vertus purement militaires.

Les expériences faites au cours des guerres antérieures comme au cours de celles d'aujourd'hui ont montré aux Etats la nécessité de mettre dès le début des hostilités l'outillage industriel tout entier au service de l'organisation militaire. Ce passage de l'économie civile à l'économie de guerre doit être soigneusement préparé. On peut résumer la tendance qui résulte des transformations de la technique militaire intervenues depuis 1918 — pour autant que nous les connaissons — en disant que la stratégie et la tactique s'efforcent de réduire les résidus précapitalistes considérables qu'elles révèlent encore aujourd'hui et de s'adapter au développement actuel du capitalisme.

L'idéal d'économie de guerre des Etats fascistes, qui consiste, comme on le sait, à mettre déjà en temps de paix l'économie tout entière sur pied de guerre (non seulement en ce qui concerne l'approvisionnement mais avant tout la production), afin qu'elle soit prête à servir automatiquement et totalement l'armée, cet idéal n'est guère applicable sous une forme aussi absolue aux Etats démocratiques. La plupart des gouvernements s'efforcent donc d'être en mesure de réaliser en un minimum de temps le passage de l'économie civile à l'économie de guerre, en un mot la mobilisation industrielle. Comme on le sait, au cours de la Guerre mondiale, il a fallu à l'économie des Etats-Unis de 12 à 20 mois pour s'adapter aux nécessités de la guerre; jusqu'à la fin des hostilités, c'est la France qui a dû fournir presque toute l'artillerie du corps expéditionnaire américain. Quant aux Etats européens, ils ont eu besoin de deux à trois ans pour cette adaptation. En Grande-Bretagne, c'est Lloyd Georges qui le premier a réussi, en dépit de résistances opiniâtres, à répartir les commandes militaires sur l'ensemble de l'industrie. En 1915 il a déclaré: « Dans cette guerre, la production est l'essentiel. On se bat sur les champs de bataille de Belgique et de Pologne mais c'est dans les usines de France et de Grande-Bretagne que son sort se décidera. » Dans de nombreux pays, aux Etats-Unis spécialement, on a débattu longtemps la question de savoir si l'on devait oui ou non restreindre l'activité des «non-war industries», c'est-à-dire des industries ne produisant pas directement pour les besoins des armées, ceci afin de prévenir les difficultés de

l'après-guerre; selon toute probabilité, cette question, certainement raisonnable, ne sera malheureusement plus posée dans l'économie de guerre de demain. Partout, les efforts tendent à mettre sur pied une organisation de la production qui, dès le début des hostilités puisse être mise tout entière au service de l'économie de guerre.

Le contrôle de l'Etat.

Il va sans dire que les domaines de l'économie qui feront l'objet d'une mobilisation partielle, progressive et préventive en temps de paix déjà, différeront fortement selon les Etats, de même que les moyens employés pour réaliser ce passage à l'économie de guerre. En 1921 déjà, l'Anglais Pigou, dans l'excellent ouvrage qu'il a consacré à l'économie de guerre, a prévu certaines des interventions les plus importantes de l'Etat: 1° Influence sur la consommation privée au moyen de la propagande, de la politique fiscale et des subventions: 2° fixation des prix; 3° mesures concrètes pour déterminer l'ampleur et le genre de la production; 4° contrôle de la répartition de la main-d'œuvre; 5° cessation des commandes étrangères; 6° extension dirigée du crédit, coordination des opérations financières; 7° exploitation de certaines industries par l'Etat; subventions, contrôle du commerce extérieur, coordination des placements de capitaux.

D'une manière générale, si nous considérons l'économie de guerre la plus largement développée d'aujourd'hui, celle de l'Allemagne, nous sommes obligés de constater, sauf peut-être en ce qui concerne la centralisation des moyens de transport, qu'il y a en somme bien peu de choses de changées si nous comparons les méthodes actuelles à celles qui ont été appliquées pendant la guerre mondiale. Mais il ne faut pas oublier qu'en Allemagne ces mesures bénéficient d'un niveau technique infiniment plus élevé que celui de la production industrielle au cours de la Guerre mondiale, de la centralisation extrêmement poussée réalisée par le totalitarisme fasciste ainsi que de la tranquillité relative de la paix, si armée et si provisoire qu'elle soit.

Si nous nous plaçons sur le plan psychologique, nous constaterons que maints Etats auxquels leur structure intérieure ne permet pas dans la même mesure qu'aux dictatures de mettre leurs efforts en relief, ont peut-être développé davantage que les régimes totalitaires, et plus solidement, les bases de leur économie de guerre. Nous pensons avant tout à l'organisation créée, bien avant la crise déjà, par l'économie privée des Etats-Unis en prévision d'une guerre, organisation dont l'action du New Deal a encore établi plus fortement les assises psychologiques. Si cette organisation veut laisser autant que possible intact « le libre jeu des forces » en temps de paix, en cas de guerre par contre, elle prévoit une normalisation rapide et complète de la production, l'organisation détaillée de la collaboration des diverses parties du pays à l'armement

national, la primauté, sous la haute surveillance du Ministère de la guerre, des commandes militaires sur la production civile; d'autre part, les universités ont pour mission de former un nombre suffisant de spécialistes; en temps de paix, l'Etat cherche à développer la consommation des produits dont la production doit être augmentée en cas de guerre.

Nous abordons ici le problème essentiel de la préparation à l'économie de guerre. Est-il raisonnable de la poursuivre, comme le font les pays fascistes, en imposant, au détriment de la santé publique et au seul bénéfice du plus gros consommateur: l'Etat, une limitation systématique du niveau de vie des larges masses? Ou bien, au contraire, n'est-il pas préférable d'encourager et de développer la consommation en temps de paix, non seulement pour être en mesure de compter, en cas de guerre, sur une population relativement satisfaite et bien nourrie mais encore pour disposer, par des voies naturelles, d'un outillage de production qui soit suffisant ainsi que de réserves? C'est l'expérience, comme toujours, qui donnera la réponse. Rappelons toutefois que la méthode fasciste rappelle étrangement l'histoire du paysan et de son âne. Un paysan avait un âne qu'il voulait habituer à manger de moins en moins en diminuant chaque jour sa ration. La méthode semblait réussir. Pourtant, un beau jour, l'âne creva. Quel dommage! s'écria notre homme, il commençait pourtant si bien à s'habituer!

Tous les Etats s'efforcent d'assurer leur approvisionnement en matières premières sans lesquelles toute l'organisation économique, si poussée soit-elle, et toute la technique militaire ne servent de rien. Pour les pays pauvres en matières premières, il s'agit avant tout de créer des succédanés et de constituer des réserves, même au prix des plus lourdes pertes de substance pour l'économie nationale. D'autre part, la course générale aux armements a pour effet une nouvelle vague d'industrialisation des pays d'outre-mer et dont les conséquences seront peut-être plus néfastes encore pour l'Europe que celles que ce phénomène économique a déjà entraînées après la guerre. Dans l'économie d'aujourd'hui, l'industrialisation de nouveaux territoires ne signifie nullement l'apparition de nouveaux marchés doués d'une grande puissance d'achat mais, au contraire, la perte d'anciens débouchés. Nous sommes en présence d'une nouvelle manifestation d'un système économique irrationnel.

Devons-nous nous attendre à voir déferler sur l'Europe une nouvelle vague de chômage succédant au chômage structurel des deux dernières décades? Nous allons voir immédiatement que dans certains pays le concept même du chômage s'est modifié. Quoi qu'il en soit, la crainte qui avait saisi les milieux économiques au début de la Guerre mondiale de voir le chômage enfler rapidement peu après l'ouverture des hostilités ne semble pas être partagée le moins du monde par les organisateurs actuels de l'économie de guerre. En réalité, au début de la Guerre mondiale on a constaté rapidement que le manque de travail causé par la raréfaction des

matières premières, le recul de la consommation civile et d'autres facteurs avaient été rapidement comblé par les besoins des opérations militaires; il a même été nécessaire de recourir, dans des proportions qu'on n'aurait jamais pu prévoir, à la main-d'œuvre féminine. En outre, en pleine paix, on soumet aujourd'hui une partie de la classe ouvrière à un système qui ressemble fort au travail forcé et qui est largement soustrait aux fluctuations des salaires et aux effets de la loi de l'offre et de la demande de la consommation civile. Jusqu'à présent, l'aiguillage de l'appareil de production sur la pente de l'autarcie et le développement de la fabrication de produits synthétiques a eu une conséquence inattendue; en effet, on constate non seulement une résorption du chômage mais encore une pénurie de main-d'œuvre dans quelques branches de l'économie parce que la production de ces succédanés exige infiniment plus d'ouvriers que la transformation des matières premières que ces produits synthétiques sont appelés à remplacer. D'autre part, cette pénurie de main-d'œuvre est encore aggravée par le service militaire imposé aux jeunes ouvriers. Ajoutons que la production des succédanés n'est possible que parce qu'elle utilise du travail non payé (ou rémunéré bien au-dessous de sa valeur). Il est encore difficile de dire aujourd'hui laquelle des deux difficultés, celle qui provient de la rareté des matières premières destinées à la production, ou celle qui résulte de la pénurie de la main-d'œuvre nécessaire à la production des succédanés, comportera les conséquences les plus graves.

Les deux armées.

Les besoins des armées modernes en matériel sont tels que les opérations militaires sont indissolublement liées à la production industrielle de l'arrière. Dans le prochain conflit, il suffira sans aucun doute de quelques jours seulement pour laisser loin en arrière l'ampleur des fameuses « batailles de matériel » de la Guerre mondiale; que nous soyons en face d'une guerre de mouvement ou d'une guerre de position, cela ne changera rien à la consommation du matériel. La seule mobilisation des armées exigera d'énormes quantités de produits industriels, de carburants, de moyens de transport, de produits dont la qualité sera aussi décisive que la quantité.

Ce serait faire preuve d'aveuglement que de ne voir dans le rôle de la classe ouvrière qu'un problème de formation technique. Même chez les spécialistes les plus hautement qualifiés, le rendement est une fonction de la volonté de travail et de la joie au travail qui, à leur tour, sont elles-mêmes une fonction de l'attitude de la classe ouvrière envers l'ordre social, le système de gouvernement et les objectifs mêmes de la guerre. Pour tous les Etats, quel que soit leur système politique, l'attitude de la classe ouvrière constitue un problème vital: les ouvriers des entreprises, sous la menace des mesures de répression les plus rigoureuses, ne produiront-ils à

contre-cœur que juste ce qu'ils doivent ou travailleront-ils avec enthousiasme à augmenter la production des produits indispensables à la conduite de la guerre? Telle est la question.

Il va donc sans dire que tous les Etats tenteront — ils le tentent déjà — de gagner la classe ouvrière à la cause de l'économie de guerre bien avant la déflagration des hostilités. Les uns l'essaient à l'aide de la propagande, qui joue un rôle éminemment économique, les autres en cherchant à gagner la collaboration des organisations ouvrières, avant tout des syndicats et des hommes de confiance des entreprises. On peut même prévoir que certains gouvernements — desquels on n'attendrait pas une telle méthode — tenteront de gagner certains chefs ouvriers et certaines organisations ouvrières dont on sait qu'ils exercent une grande influence sur les masses travailleuses. Le sort de la guerre dépendra dans une large mesure de l'attitude de ces milieux.

Il va sans dire qu'on s'efforcera partout d'éviter les conflits de travail. Pendant la Guerre mondiale déjà, diverses mesures ont été prises à cet effet dans quelques Etats. En 1917, les Etats-Unis ont promulgué une procédure d'arbitrage semi-obligatoire pour les industries de guerre. 1100 entreprises et 711,500 salariés ont été soumis à ces sentances. Dans le rapport du Ministère du travail sur ce « National War Labor Board » on peut lire:

« La production de toutes les industries de guerre devait être mantenue à un rythme maximum; toutes les actions ou méthodes, aussi bien du côté patronal que du côté ouvrier, qui eussent eu pour conséquence soit un ralentissement, soit une limitation de la production ou qui eussent encore tendu à une augmentation artificielle des prix devaient être rendues impossibles. »

C'est pour les mêmes raisons que l'Allemagne a préparé — et qu'elle applique déjà dans certaines entreprises — une réglementation draconienne des conditions de travail en cas de guerre. On force, parfois bien au delà de ce qui serait rationnel, la mécanisation du processus de production, afin de se libérer dans la plus grande mesure possible de la main-d'œuvre. En pleine paix on veut renforcer et compléter l'organisation embryonnaire d'un service du travail obligatoire en lui donnant une structure militaire. Les systèmes actuels du service du travail obligatoire dépassent déjà de beaucoup le but initial (travaux de chômage non rémunérés et instruction militaire préparatoire de la jeunesse). Il va sans dire que la technique militaire d'aujourd'hui exige la mobilisation de la population tout entière dans le cadre de l'économie de guerre. Cette tendance, aussi bien que la nécessité d'assurer la continuité de la production des entreprises, exigent un service obligatoire qui dépasse de beaucoup le cadre des formations armées proprement dites. De là à soumettre les entreprises à l'autorité militaire il n'y a qu'un pas. Il a d'ailleurs été franchi par la plupart des pays belligérants au cours de la Guerre mondiale et par

l'Allemagne d'aujourd'hui qui applique ce système d'une manière plus draconienne encore dans diverses entreprises fabriquant du matériel de guerre, en particulier dans celle de la Leuna, près de Magdebourg. La nationalisation de la fabrication des armements procède des mêmes nécessités. Il va sans dire, au cours de la prochaine guerre, que les courants sociaux et idéologiques qui détermineront l'attitude des salariés de ces entreprises auront une importance historique.

Les effets de la guerre sur les populations de l'arrière.

N'oublions pas que de larges masses de la classe ouvrière tendent à croire, dans tous les pays, que la course actuelle aux armements est dans leur propre intérêt; ces travailleurs sont donc bien disposés à l'égard de l'économie de guerre. Mais M. Harold Butler, directeur du Bureau international du travail, dans son rapport de 1936, a pris position d'une manière aussi nette que courageuse contre cette illusion.

« La prospérité industrielle, fondée sur la préparation à la guerre, a-t-il écrit, est non seulement de sinistre augure, mais encore mensongère et illusoire. La fabrication d'armes n'ajoute rien au patrimoine national. C'est une forme de dépenses nationales stérile et improductive. Encore que cette fabrication puisse exercer sur l'économie d'un pays un effet plus stimulant que celui des travaux publics — dans la mesure où les dépenses engagées sont plus fortes et plus variées — les conséquences économiques en sont beaucoup moins profitables, car elles n'ajoutent rien à la richesse permanente de la nation. Mais cette politique recèle une menace plus grave encore: les pays qui ont développé leurs industries de guerre pour lutter contre le chômage et maintenir ainsi une prospérité factice n'osent plus réduire le rythme de leurs fabrications d'armements dans la crainte des répercussions sociales qui résulteraient de ce ralentissement. »

Nous devons toutefois reconnaître que, pour le moment, non seulement des ouvriers mais encore des organisations syndicales, dans certains pays, ne voient pas encore aussi loin que M. Butler; nous savons que certaines catégories de spécialistes relativement bien payés et dont l'importance est décisive pour la production du matériel de guerre et la conduite des opérations militaires soutiendront la cause des armements de toutes leurs forces, tout au moins dans les premiers temps des hostilités. Dans tous les pays nous pouvons nous attendre, dans les premières phases de la guerre, que la paix professionnelle soit observée de part et d'autre. Toutefois, on peut se demander si les dévastations profondes que subiront rapidement l'arrière et tout particulièrement les centres industriels n'entraîneront pas cette fois une réaction plus rapide des ouvriers. Au cours de la dernière guerre, on a constaté qu'à partir d'un certain degré le travail forcé, loin de renforcer la paix professionnelle,

la détruit au contraire et provoque des grèves massives. Dans l'état actuel de la technique militaire, dans la dépendance absolue où elle se trouve de la production industrielle, des grèves massives réduiraient rapidement l'armée à l'impuissance. L'idée de la « grève générale contre la guerre » qui, bien avant 1914 occupait une large place dans les discussions doctrinales du mouvement ouvrier n'avait jamais trouvé d'application effective parce que la production des industries de guerre n'avait alors qu'une importance relative et parce que les auteurs de cette théorie avaient méconnu la situation psychologique au début des hostilités; toutefois, on peut penser qu'au cours de la guerre industrialisée d'aujourd'hui elle prendra une nouvelle importance, bien que sous une forme différente.

En outre l'agriculture, étant donné son importance décisive pour l'alimentation des combattants et des populations industrielles, sera intégrée dans l'économie de guerre au même titre que l'industrie, bien que les formes de cette incorporation soient différentes et que les effets destructeurs de la guerre se manifestent plus lentement dans la production agricole ensuite de sa décentralisation. La récente discussion sur la réforme agraire polonaise a montré combien toutes les mesures sociales dans le domaine de l'agriculture étaient envisagées sous l'angle de l'économie de guerre. La réforme agraire polonaise a été admise par les uns pour des raisons uniquement militaires et repoussées par les autres exactement pour les mêmes raisons. (Ne négligeons d'ailleurs pas de tenir compte des intérêts de classe qui ont motivé ces raisons.)

Quant aux effets de la guerre industrialisée de demain sur la structure de la population nous devons pour le moment nous borner à des suppositions. Il est évident que les pertes en combattants et en non-combattants seront infiniment plus fortes qu'au cours de la dernière guerre. En ce qui concerne ce point comme ceux que nous avons effleurés rapidement au cours de notre exposé, les expériences de la guerre d'Abyssinie et de la guerre d'invasion en Espagne doivent être commentées avec prudence et ne nous permettent pas de tirer des conclusions définitives parce que nous ne sommes pas en présence de conflits où des Etats hautement industrialisés aient mis en jeu tous leurs moyens.

Finalement, nous ne devons pas oublier la transformation profonde qu'a subie la structure sociale de l'armée de combat. A l'époque de la prédominance du fusil, les paysans ne fournissaient pas seulement les contingents les plus nombreux mais encore les soldats les plus sûrs. Aujourd'hui, à l'époque des tanks et des avions, on a besoin avant tout d'un cadre de techniciens et de spécialistes hautement qualifiés; quant à l'infanterie moderne, elle est constituée d'unités relativement autonomes, munies d'armes automatiques et d'un outillage assez compliqués. Sa structure sociale s'est également modifiée parce qu'il va de soi que cet appareillage complexe doit être desservi par des ouvriers d'industrie intelligents,

débrouillards et qualifiés. Conclure de ces transformations que la classe ouvrière tout entière doit être armée, c'est recourir à une conception depuis longtemps dépassée. Dans la guerre moderne, le terme de la « nation armée » ne signifie plus seulement une masse de porteurs de fusils mais encore des cadres de spécialistes chargés de la conduite des avions et des tanks, des centres industriels et des réserves de matières premières parce que l'arrêt des uns et l'épuisement des autres réduisent à l'impuissance tout l'armement. Il est donc évident que l'ancien concept de la «nation armée» ne peut plus être appliqué qu'avec une grande prudence. Il n'est également plus possible de se représenter les conséquences d'une défaite d'une manière aussi simpliste qu'en 1917/18 (encore que la conception d'alors ait été justifiée), de croire que les masses populaires retourneront automatiquement les fusils contre leurs oppresseurs. Il est plus probable que cette fois une débâcle éventuelle des systèmes politiques se manifestera par une désorganisation profonde de l'outillage industriel qui rendra inutilisable et réduira à l'impuissance tout l'appareil militaire.

Le destin du capitalisme.

Nous ne sommes pas encore en mesure de dire ce que sera exactement la prochaine guerre entre les Etats industriels; nous pouvons tout au plus l'imaginer. Mais nous pouvons dire d'ores et déjà qu'à l'issue des hostilités l'économie de guerre, moins encore qu'auparavant, ne sera pas en mesure de déposer l'uniforme, si nous pouvons nous exprimer ainsi, de reprendre ses anciens vêtements civils et de redevenir une économie de paix. Au contraire, les modifications de structure nécessitées par l'économie de guerre auront pour conséquence des transformations profondes et durables du système social.

Tout d'abord, pour des raisons essentiellement psychologiques, le régime capitaliste qui a été celui d'un développement inouï des forces de production, ne pourra pas résister à la situation paradoxale et à l'immoralité qui résultent du fait que ce même régime aura mis les forces productives qu'il a engendrées au service de la plus épouvantable destruction d'hommes et de biens que l'humanité ait connue. En outre, nous ne pouvons guère imaginer qu'à la centralisation inouïe de l'économie de guerre succède un régime assurant plus ou moins une restauration du libre jeu des forces. Nous avons vu qu'aujourd'hui il ne s'agit plus seulement d'une simple organisation de la défense nationale mais d'une modification structurelle de l'économie tout entière, modification déterminée avant tout par la centralisation formidable de la production. Divers facteurs ont accéléré le passage de l'économie de paix à l'économie de guerre; nous savons qu'avant la période de préparation à la guerre, les industriels, au moyen des subventions les plus diverses, sont devenus de grands « pensionnaires » de l'Etat

(un peu comme on les a connus au XVIIe siècle); d'autre part, des économistes de tendances aussi diverses que Sombart et Schumpeter ont constaté la disparition de l'intuition et de l'initiative personnelle devant les progrès du bureaucratisme; souvent aussi l'intérêt économique, ce facteur du développement industriel, a cédé le pas à des questions uniquement politiques. Il est évident qu'il ne sera guère possible de mettre fin à un contrôle de l'Etat qui sera parvenu peu à peu à s'étendre à toutes les branches importantes de la production. Ou bien ce contrôle de l'Etat réussira, apportera des solutions positives — et dans ce cas il prouvera encore plus péremptoirement qu'aujourd'hui la faillite du libéralisme — ou bien il échouera à son tour. Dans ce cas, la manifestation de son impuissance risque de causer un formidable ébranlement social dans les pays où il aura été rigoureusement appliqué.

Dans l'état de la technique militaire d'aujourd'hui, qui exige la guerre « totale », plus personne ne sera épargné, chacun sera touché. Comme dit le fabuliste: « Ils ne mouraient pas tous, mais tous étaient frappés. » « La guerre moderne, dit Schmitthenner, qui, en dépit de toute tentative d'humanisation, est dirigée en premier lieu contre les masses populaires tient compte de cet état de choses en tant que guerre économique.» Oui, la guerre moderne est dirigée contre la population tout entière. C'est pourquoi un auteur allemand, le « psychologue de guerre » (« Wehrpsychologe »; en Allemagne la préparation à la guerre est si développée que toutes les sciences lui sont asservies), Pintschovius, ne cache pas ses soucis dans un article intitulé: « La force morale de résistance dans la guerre moderne.»

« Avec l'apparition des armes à longue portée, dit-il, la mort est devenue tout à fait impersonnelle... D'une manière générale le sentiment d'une angoisse massive et informe domine tous les autres sentiments, d'une angoisse née de l'horreur qu'inspirent les méthodes impersonnelles de la guerre moderne, la possibilité d'un déchaînement aveugle et brutal des forces de la technique, déchaînement de forces terribles que l'adversaire lui-même estime inhumain et irrationnel... les peuples commencent à croire que les moyens de combat sont doués d'une volonté propre et qu'il n'est pas certain que leur action puisse être toujours contrôlée; ce sentiment est l'une des sources les plus certaines de la démoralisation et de l'horreur...»

Ainsi, de ce côté également, on commence à ne plus considérer à la seule lumière des expériences faites en 1918 les effets de la guerre sur l'ordre social. Finalement, l'humanité sera encore placée devant une tâche gigantesque: il faudra déblayer les ruines économiques amoncelées par cette économie de guerre.

Cette tâche, sur laquelle nous ne pouvons pas nous étendre ici, ne pourra être entreprise et menée à bien que sous la conduite de la classe sociale dont l'attitude, dans les divers pays belligérants,

décidera du sort de la guerre: la classe ouvrière. Personne encore n'est en mesure de dire par quels détours, par quelles souffrances l'humanité moderne passera de l'économie de guerre à l'économie dirigée, mais dirigée en vue de la paix et non plus en vue de la guerre. Nous savons qu'un retour au libéralisme n'est plus possible. Nous savons aussi que l'économie dirigée et l'économie de guerre diffèrent dans leur essence même; toutes les expériences qui se déroulent actuellement sous nos yeux nous montrent que le contrôle fasciste de l'économie aboutit dans tous les cas à l'économie de guerre. Et cette remarque s'applique à tout « planisme capitaliste », à toute planification de l'économie qui a en vue non pas l'augmentation mais la restriction du standard de vie des masses travailleuses et la limitation de leur droit de regard dans l'organisation et la direction de la vie économique.

Economie politique.

La situation dans l'industrie.

Les enquêtes menées par l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail sur la situation de l'industrie suisse au cours du 4e trimestre de 1937, confirment pleinement le jugement pessimiste que nous avions formulé dans notre rapport sur la conjoncture au cours du dernier trimestre de l'année. Cette enquête a abouti à une constatation essentielle: pour la première fois depuis la dévaluation nous sommes en présence d'une diminution du nombre des ouvriers occupés. Il est vrai qu'elle est encore faible — 2,3 % en moyenne — et concerne surtout l'industrie du bâtiment, qui accuse un recul saisonnier. L'opinion des chefs d'entreprises sur le degré d'occupation, qui était déjà pessimiste au cours du 3e trimestre, l'est devenue plus encore au cours du 4e trimestre. Mais on a malheureusement moins de confiance encore en ce qui concerne l'avenir. Alors qu'au cours du 2e trimestre 1937 on pouvait considérer comme bonne ou satisfaisante la situation des entreprises occupant le 57 % des salariés, nous constatons qu'aujourd'hui cette proportion d'entreprises ayant des résultats favorables ou tout simplement satisfaisants ne s'étend plus que sur le 34 % de l'ensemble des salariés. Nous devons donc nous attendre très prochainement à une baisse plus rapide du nombre des salariés occupés dans l'industrie.

Ces rapports sur la situation industrielle méritant toute notre attention, nous voulons relever ici quelques-unes de leurs constatations essentielles:

Le degré d'occupation.

L'Office fédéral s'est informé du degré d'occupation auprès des chefs d'entreprises; les réponses qui lui parviennent portent le prédicat bon (150), satisfaisant (100) et mauvais (50). La moyenne de ces estimations, qui reposent naturellement sur les appréciations subjectives des employeurs, donne ce que l'on appelle le coefficient d'occupation.